

Déclaration de Carthagène des Indes

Déclaration finale des dixièmes Rencontres du Mont-Blanc

L'économie sociale et solidaire, des solutions locales à internationales dans un monde en mutation

Nous, dirigeants, entrepreneurs, et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), nous sommes réunis à Carthagène des Indes, en Colombie, les **18 et 19 octobre 2022** avec des représentants d'institutions et de gouvernements de différents continents pour prendre part à la **dixième édition des Rencontres du Mont-Blanc** afin d'examiner ensemble les urgences et grands défis sociaux, environnementaux et sociétaux auxquels sont confrontées les populations dans notre monde en transformation, et d'élaborer ensemble des pistes d'action pour intensifier la contribution que l'ESS peut apporter à leur résolution.

Nous sommes face aujourd'hui à un paradoxe historique. Pour la première fois l'humanité dispose des richesses, connaissances, technologies et institutions pour éradiquer la faim et la pauvreté et assurer à chaque être humain où qu'il vive une vie digne et saine. Pourtant jamais dans l'Histoire une génération n'a été aussi en danger que les deux milliards de jeunes de moins de 14 ans dont nous avons actuellement la garde. Leur avenir est hypothéqué par la violence des bouleversements climatiques croissants dus à l'activité humaine, l'épuisement des sols, les pollutions de l'air et des océans, ainsi que par l'augmentation des inégalités qui ont atteint un niveau sans précédent. Il n'est pas normal qu'au 21ème siècle 2,2 milliards de personnes ne soient pas équipées pour se laver les mains, un milliard n'ait pas accès à l'électricité, 800 millions ne disposent ni de toilettes ni d'une source d'eau potable, et qu'en 2022 la faim et la pauvreté tuent davantage que les guerres et les pandémies et que même dans les pays les plus riches persiste une forte détresse sociale.

Dans ce contexte,

- **Nous sommes résolus à franchir une nouvelle étape** pour faire croître les pratiques économiques, sociales et environnementales qui mettent l'humain et la nature au dessus de l'accaparement de profits et qui reposent sur les principes de coopération volontaire et d'entraide, de gouvernance démocratique et/ou participative, d'autonomie et d'indépendance, donc à lancer le chantier mondial d'un changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire c'est à dire des coopératives, associations, mutuelles, fondations, entreprises sociales, groupes d'entraide et autres entités fonctionnant selon ses valeurs et principes ;
- **Nous faisons nôtres les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030** adoptés par tous les gouvernements en septembre 2015 et appelons les citoyens et responsables politiques de tous pays à en faire une priorité absolue ;
- **Nous invitons les pouvoirs publics** et en particulier les municipalités du monde entier à mettre en place les cadres législatifs et les mesures politiques à même de soutenir ces dynamiques au service de la société, contribuant par la même au renforcement des biens publics et des communs.
- **Nous soutenons les efforts déployés** par le Groupe de Travail Interagences de l'ONU sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE) ainsi que toutes les initiatives qui conduiront à la résolution en faveur de l'ESS auprès de l'Assemblée Générale des Nations Unies.
- **Nous saluons avec force :**
 - L'adoption par la Conférence Internationale du Travail de l'OIT d'une résolution sur la contribution de l'ESS à la promotion du travail décent ainsi que la recommandation de l'OCDE sur l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale, toutes deux adoptées en juin 2022

- La publication en décembre 2021 par la Commission Européenne d'un plan d'action européen en faveur de l'économie sociale ,
- L'adoption de législations par un nombre croissant d'États^[1],

A travers la **Coalition Internationale de l'ESS** récemment portée par ESS Forum International, la mobilisation des réseaux, d'organisations et d'entreprises de l'ESS, nous accompagnons les réflexions visant à mettre en œuvre et à concrétiser ces engagements internationaux.

Nous soulignons **la nécessité d'impliquer les personnes concernées et organisations sur le terrain**, à tous les niveaux de gouvernance, afin de tenir pleinement compte des besoins et atouts de chaque communauté, de respecter les identités, de prendre en compte la pluralité des échelles de l'ESS, de créer des synergies positives et de tenir compte par ailleurs des technologiques et sociales qu'appellent les défis de notre temps.

Ayant en référence les objectifs de développement durable contenus dans l'Agenda 2030 mais également persuadé que **l'émergence de l'économie sociale et solidaire ne peut se faire sans un changement de paradigme politique, économique, culturel et d'éducation**, nous avons structuré nos réflexions autour de 10 thèmes pour lesquels des actions peuvent être mise en œuvre pour affirmer la place de l'ESS dans des domaines essentiels pour la société de demain :

- L'apprentissage tout au long de la vie,
- L'intégration de la perspective de genre,
- L'amélioration du mode de production, de distribution et de consommation des denrées alimentaires
- La protection des biens publics et communs
- L'utilisation des outils numériques
- Un système financier plus stable, résilient et démocratique
- L'amélioration de la qualité et la quantité des emplois
- L'accès à un logement décent
- L'accès à des soins de santé de qualité
- L'adoption de politiques publiques plus efficaces du local à l'international

Nous sommes conscients que ces domaines ne couvrent qu'une partie d'un vaste chantier.

Plus d'un milliard de personnes bénéficient actuellement de services fournis par des entités faisant partie de la mouvance de l'ESS. Il faut faire croître le nombre et la qualité des services que l'ESS leur donne ainsi que le nombre de bénéficiaires. Il s'agit à la fois d'étendre la justice sociale et de retrouver le chemin de la durabilité environnementale. Faire grandir l'ESS c'est contribuer à garantir un avenir aux 3,2 milliards de jeunes de moins de 24 ans !

Chacun ayant un rôle à jouer, ESS Forum International, organisateur de ces Rencontres, est déterminé, aux côtés des dirigeants, entrepreneurs et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) des pouvoirs politiques nationaux, régionaux, locaux et des institutions internationales mais également auprès des femmes et des hommes, à faire sa part des efforts à entreprendre, à ajuster ses propres pratiques et veillera à renforcer sa capacité d'influence afin de faciliter la naissance de nouveaux projets fédérateurs et contribuer à l'avènement de modes de production, d'échange et de prise en compte des besoins allant vers un mieux vivre sans laisser quiconque au bord de la route.

Carthagène des Indes, 19 octobre 2022

[1] Depuis les années 2000, il y a eu 23 adoptions de lois sur l'ESS. En ce qui concerne le type de législation, la plupart des textes juridiques sont des lois tandis deux sont des décrets (Belgique et Honduras). En ce qui concerne le niveau de la législation, la grande majorité (17 sur 23) sont des lois d'application nationale, tandis que les six autres sont des lois infranationales (Italie, Belgique, Canada, Brésil et Argentine).